

263 Rue de Paris Case 550
93515 MONTREUIL cedex
Tél : 01 48 51 51 83 – Fax 01 48 51 14 43
E-mail : cgtpolice@cgt.fr
Site Internet : www.police.cgt.fr

Lu pour vous :

Sécurité publique. L'absurde politique du chiffre

Le Télégramme : 31 octobre 2011 (Hervé Chambonnière)

Atteindre les objectifs ou se faire taper sur les doigts. Préfets, patrons de la police et de la gendarmerie n'ont pas le choix. D'où une course effrénée, parfois absurde ou à la frontière de la légalité, pour faire du chiffre. Bref, les chiffres, les statistiques de la délinquance ont-ils encore un sens?
Les chiffres de la délinquance fournis par le ministère de l'Intérieur sont-ils le reflet de la réalité? «Non! Tranche Laurent Mucchielli, sociologue, spécialiste des questions de délinquance et directeur de recherche au CNRS. Ces chiffres correspondent peu ou prou aux objectifs fixés par le ministère en début d'année! Tout est biaisé». La preuve, avec les enquêtes de victimation désormais intégrées par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). Celles-ci ont, notamment, démontré que le nombre de vols ou tentatives de vols subis en 2009 aurait été trois fois plus élevé que celui déclaré aux forces de police et de gendarmerie. Autres exemples: une violence physique sur quatre (26%) déboucherait sur un dépôt de plainte. Ce taux n'excéderait pas un sur dix (9%) pour les violences sexuelles, et un sur quatorze (7%) pour les violences intra-familiales!

« Passer au Sarkomère »...

Si les chiffres du ministère sont si éloignés de la réalité, c'est aussi «à cause de la politique du chiffre instaurée par Nicolas Sarkozy lors de ses passages au ministère de l'Intérieur, estime Laurent Mucchielli. Cette politique a tout perverti. Elle ne consiste pas à faire baisser la délinquance mais à ne pas déplaire au ministre...». Préfets et policiers ont la trouille de passer au «sarkomètre». C'était du temps où Nicolas Sarkozy convoquait les préfets et directeurs de la sécurité publique des cinq départements aux résultats les moins bons... Pratique qui, selon nos sources aurait toujours cours.

... ou « passer la raclette » ?

On tape sur les doigts des mauvais élèves? Ce n'est pas bien grave: ce sont eux qui s'auto-évaluent et livrent leurs propres résultats! Du coup, tous tentent de minimiser les mauvais chiffres. Comme il y a quelques années, dans les Côtes-d'Armor, où décision avait été prise de ne plus comptabiliser dans les délits tous les actes de délinquance de proximité dont le préjudice était inférieur à 400 €! En langage policier, on appelle cela «la raclette». Tout le monde s'était réjoui de la providentielle «baisse» qui avait suivi! Les combines ne manquent pas. Comment faire, par exemple, pour remonter un mauvais taux d'élucidation? Facile: il suffit d'interpeller des proies faciles: les fumeurs de shit et les clandestins, comme l'a récemment confirmé une conversation téléphonique piratée (arrivée sur le bureau d'un juge d'instruction parisien) entre un brigadier-chef «pas fier» de ces méthodes frôlant parfois l'illégalité et un commandant de police. Un interpellé égale 100% d'élucidation! Problème: en faire trop fait augmenter les taux de délinquance... Policier: un vrai job d'équilibriste!

Ordres absurdes, policiers ulcérés

Les objectifs aussi sont chiffrés. Jusqu'à l'absurde. Le ministère liste ainsi le nombre d'infractions routières que les forces de l'ordre devront réprimer: excès de vitesse, alcoolémies, etc. Y compris les «refus d'obtempérer»! Pour la ville de Pau, les policiers devront en fournir 51 en 2011, ont fait savoir, en février dernier, des policiers ulcérés. «Comment fait-on? s'agaçait l'un d'eux. On provoque les automobilistes? On les laisse partir et on les course ensuite? C'est n'importe quoi et surtout, ce n'est pas ça notre boulot». Des aveux de flics, le député PS Jean-Jacques Urvoas en recueille à la pelle. Exemple avec cette confession d'un gradé d'une CRS de la région: on l'avait envoyé, lui et son équipe, patrouiller dans une cité sensible. Une mission à partager avec une autre, beaucoup plus importante: faire 50 timbres amendes dans la journée. L'équipe s'est alors installée sur un rond-point, hors de la cité en question, et a fait ses 50 timbres amendes dans la journée. Comme prévu. «On n'a pas patrouillé et ce sont des honnêtes gens qu'on a emmerdés...». Autre exemple recueilli, toujours dans la région, avec cet officier qui explique que les cinq premiers jours du mois sont exclusivement consacrés... à la réalisation des objectifs mensuels. «Comme ça, après, les équipes peuvent vraiment faire leur vrai boulot de policier...». Encore plus délirant: même les SDIG (anciens RG) sont mis à contribution. On leur demande de produire «plus de notes». Les équipes obtempèrent. En fait, elles se sont adaptées. «Au lieu de faire une note de quatre pages on en fait deux de deux pages... »

Bilan favorable : mode d'emploi

Tout cela est tu. Mais parfois, une pépite apparaît. Comme cette note du directeur général de la gendarmerie, rendue publique par Jean-Jacques Urvoas, qui donne de très claires instructions pour «viser un bilan favorable de l'évolution de la délinquance en 2011», malgré «la tendance haussière actuelle». Avant les élections, il faut faire place nette! Le général en chef sonne la charge: «Ne pas procéder à l'enregistrement infondé d'agressions», promouvoir le dispositif «voisins vigilants», mobiliser les escadrons de sécurité routière dans la lutte contre les cambriolages, les escadrons de gendarmes mobiles, les élèves-gendarmes, les réservistes (...) «Cela va super pipeauter», pronostique Jean-Jacques Urvoas.

La grande (dés)illusion

Un peu de recul. Quelles sont les tendances de la délinquance? Après un pic en 1993, le nombre des atteintes aux biens est en baisse quasi constante (1,85million en 2009 contre 2,64millions en1993) en France. Grâce à la police? Non, plutôt grâce aux nouvelles techniques de protection (systèmes anti-intrusion, alarmes) qui ont fait chuter, par exemple, le nombre de vols liés aux voitures (et bientôt les vols de téléphones mobiles). Autre preuve: le nombre de vols de voitures a chuté de 293.500 en 1990 à 196.100 en 2004... alors que le taux d'élucidation de ces affaires n'a pas augmenté. Il a même baissé (9,1% contre 10,8% en 1990)! Cette importante baisse du nombre de véhicules volés a, par ailleurs, masqué certaines hausses. Parce que les biens sont mieux protégés, le recours à la violence aurait augmenté.

Hérault: un policier sur 16 sur le terrain

Au sujet des violences, la moitié se déroulerait à l'intérieur du cercle familial. «Même avec la meilleure police au monde, difficile d'empêcher cela», convient Jean-Jacques Urvoas, député finistérien et spécialiste des questions de sécurité au PS. Il estime d'ailleurs qu'augmenter le nombre de policiers et de gendarmes n'est «pas forcément la solution». Sa priorité irait d'abord aux infrastructures - «Certains bâtiments sont exigus et insalubres: à quoi cela servirait-il de vouloir mettre davantage de fonctionnaires à l'intérieur?» - et au recrutement de personnels administratifs. Ceux-ci sont plus rapidement formés et coûtent moins chers que des policiers ou des gendarmes. Ils ont surtout un autre atout: ils permettraient aux policiers, libérés des tâches administratives, d'aller sur le terrain. Dans l'Hérault, le taux de présence policière sur le terrain n'excéderait pas, selon le député, 6%!